

2e tour

Election au Conseil d'Etat: le choix responsable

Celui ou celle qui sera appelé à remplacer M. Jean-Claude Mermoud aura probablement la lourde tâche de diriger le Département de l'économie. Parmi les principaux défis que devra affronter notre économie figure le maintien de la libre circulation des personnes et des mesures d'accompagnement.

Béatrice Métraux s'est à maintes reprises engagée pour conserver les bilatérales, qui ont fortement contribué à la prospérité de notre pays ces dernières années. Elle s'est engagée pour les mesures d'accompagnement et pour leur renforcement, afin que les salariés suisses n'aient pas à subir une sous-enchère salariale. C'est une position responsable,



Le nom du remplaçant ou de la remplaçante de Jean-Claude Mermoud sera connu dimanche 18 décembre. JEAN-BERNARD SIEBER/ARC

digne d'une conseillère d'Etat et c'est en toute confiance que je lui donnerai ma voix.

En revanche, son adversaire, aligné sur les positions de ses chefs de parti zurichois, s'oppose tant à la libre circulation des personnes qu'à la lutte pour la sous-enchère. Il menace donc tant la prospérité des entreprises vaudoises que le niveau des salaires. Un tel jusqu'au-boutisme, dénoncé à juste titre par le PLR, n'est guère compatible avec la fonction que le peuple doit repousser. Il est en outre particulièrement dangereux en ces temps de difficultés économiques. Jean Christophe Schwaab, conseiller national socialiste, Rlex (Bourg-en-Lavaux)

Le prochain scrutin est déterminant

Le PBD Vaud a soutenu le candidat centriste de Vaud Libre lors de ce 1er tour de l'élection complémentaire au Conseil d'Etat.

Il faudra retourner aux urnes le 18 décembre prochain pour élire la personne qui remplacera le regretté conseiller d'Etat Jean-Claude Mermoud.

L'enjeu prioritaire de ce 2e tour, selon l'analyse du comité du PBD Vaud, n'est pas la personnalité du candidat de centre-droite à qui on reproche, notamment, une personnalité manquant de rondeur, mais le maintien d'une majorité de centre-droite au Conseil d'Etat. Il nous appartient de faire une analyse de la politique menée par nos autorités ces dix dernières années, politique à majorité de centre-droite. La rigueur budgétaire, la diminution draconienne de la dette, le développement économique de notre canton sont clairement le fruit d'une vision de société pragmatique à la vaudoise de centre-droite. Pierre-Yves Rapaz saura fonctionner dans un collège.

Jacques Chollet, ancien député UDC, membre du PBD Vaud, L'Isle

Citoyens vaudois, réveillez-vous!

On nous sert jusqu'à plus soif un Rapaz non seulement tout prêt (manquerait plus qu'il ne le soit pas!) mais en plus faisant partie du centre-droite! Mais elle est passée où, l'extrême droite, avec ça? Si l'UDC est au centre, il reste qui tout à droite?

On me dit qu'il y a une subtilité. Il est au centre parce qu'il est soutenu par le centre, le PLR quoi! Mais ma foi, si celui-ci s'acquitte avec l'extrême droite, qu'il s'assume, enfin!

Soyons clairs, arrêtons de nous voiler la face et que chacun vote en son âme et conscience, pour la gauche ou pour l'extrême droite. Mon choix est fait, je veux pouvoir me regarder dans la glace... et dans les yeux de mes petits-enfants.

Pascal Fischer, Grandson

Ouvrons donc les yeux!

Le 27 novembre dernier, un petit 15% des électrices et électeurs vaudois s'est prononcé en faveur d'une candidate de gauche pour remplacer le

conseiller d'Etat UDC Jean-Claude Mermoud, trop tôt disparu. Celle-ci devance le candidat UDC Pierre-Yves Rapaz de seulement 5200 voix. En cas d'élection de la candidate de gauche, la majorité du Conseil d'Etat passerait à gauche.

Or, est-ce bien là ce que nous voulons pour notre canton? Essayons d'ouvrir les yeux et de voir ce qui se passe par exemple à Lausanne. Depuis que la majorité rouge-rose-verte de la Municipalité est au pouvoir, la santé financière de la ville n'a jamais été aussi désastreuse, la dette de la ville dépassant largement celle de l'ensemble du canton. Alors que dans les autres communes, la dette représente un montant d'environ 3000 à 5000 francs par habitant, elle atteint à Lausanne la somme pharaonique de 20 000 francs par habitant. Est-ce bien ce schéma que nous voulons reproduire à l'échelle du canton? J'ose espérer que non.

Jean-Luc Laurent, conseiller communal UDC, Lausanne

Le gouvernement vaudois doit rester à droite!

Indépendamment de la personnalité et des compétences des deux candidats appelés à remplacer le regretté Jean-Claude Mermoud, ce scrutin revêt une importance particulière.

Pour l'avenir de notre canton, son gouvernement peut-il passer à gauche, de plus avec deux conseillers écologistes?

A ce scénario éventuel, je réponds clairement non, pour les raisons suivantes:

La majorité de gauche émanant principalement des villes, c'est l'antagonisme et la confrontation programmés bassin lémanique - régions périphériques.

Le renforcement de l'Etat tout-puissant et le culte de l'égalité de traitement étant un combat obsessionnel de la gauche, c'est la garantie de la non-prise en considération des particularités locales et des aspirations individuelles.

Le souci secondaire porté à la situation financière de l'Etat associé à la volonté de délivrer toujours plus de prestations appellerait cette gauche, soit à augmenter la dette ou les impôts, classe moyenne y compris, bien entendu...

Enfin, les principes écologistes étant maintenant bien intégrés dans le dispositif légal, il serait véritablement

disproportionné d'incorporer un deuxième écologiste au gouvernement, susceptible de renforcer encore un carcan idéologique dont on mesure certains effets dans notre région!

Dominique Bonny, député de la vallée de Joux, Les Charbonnières

Voter ne coûte rien

Le 2e tour de l'élection complémentaire au Conseil d'Etat mérite que plus d'un tiers des électeurs s'expriment.

Pour ce qui est du choix, il faut sortir des clans, voter objectif. L'histoire récente du canton montre clairement que le bien-être des Vaudois dépend d'un gouvernement équilibré et collégial. Si on élit Mme Métraux, on aura deux conseillers d'Etat Verts et plus d'UDC au gouvernement, alors que l'UDC est représenté au Grand Conseil par 26 députés contre 24 Verts. On relègue l'UDC dans l'opposition et on crée une situation de tensions peu propice à la sérénité des autorités. En votant Rapaz, on maintient un équilibre qui a fait ses preuves.

Pour ce qui est de la collégialité compatible, observons les campagnes respectives des deux candidats. Pierre-Yves Rapaz s'efforce de se faire connaître. Béatrice Métraux agresse et diabolise. Il n'y a pas photo.

La crise va nécessiter des autorités une dose de courage, mais aussi une cohésion et un but commun. On peut y contribuer en votant raisonnable. Voter ne coûte rien. Ne pas voter peut coûter cher. Jean Fattebert, ancien président du Grand Conseil vaudois, Villars-Bramard

Voter est un droit, mais aussi un devoir

Le 27 novembre, seulement 31% des citoyens ont voté. Cette constatation est très affligeante car le véritable enjeu de cette élection est très important. En effet, le risque lors du scrutin du 2e tour, le 18 décembre, est de voir la majorité du Conseil d'Etat vaudois basculer à gauche.

Je rappelle que la ville de Lausanne a un gouvernement très ancré à gauche, on peut en constater les dégâts: notre capitale vaudoise, avec une dette abyssale, est devenue la capitale de l'insécurité, de la drogue, de la criminalité et de la délinquance. Notre canton, grâce à sa majorité de droite, a su rétablir avec brio ses finan-

ces, sa gestion est saine, l'économie a été dynamisée, la collégialité durant cette législature a été très satisfaisante. Voulons-nous mettre en péril tout cela?

Il faut impérativement voter pour le 2e tour, et voter utile. Les médias de tout poil collent à Pierre-Yves Rapaz l'étiquette d'UDC blochérien, c'est du matraquage! Je connais ce candidat c'est un homme droit, honnête, intelligent, qui a son franc parlé il est vrai, mais qui est tout en rondeurs, sociable et très chaleureux. Il saura être consensuel et aura le sens de la collégialité. De plus, ceux qui ne sont pas totalement convaincus par cet unique candidat des partis de centre-droite peuvent toujours voter pour lui, lui donner trois mois d'essai, et décider, s'ils ne sont toujours pas convaincus, de changer de candidat lors du renouvellement total du gouvernement le 11 mars 2012.

Annie Mumenthaler, Pully

Un homme de terrain

On le sait, une importante partie du canton de Vaud est agricole et viticole.

Il serait déplorable qu'elle ne soit plus représentée dans l'exécutif vaudois comprenant sept membres. Le candidat Pierre-Yves Rapaz est agriculteur et viticulteur. Président d'une société vinicole, c'est un homme de terrain. De plus, il est député au Grand Conseil et dispose d'une certaine expérience de la chose politique. C'est pour sa compétence dans un domaine qu'il connaît bien et non pour des questions de politique générale que sa candidature mérite d'être soutenue. Il est important, lors de l'élaboration de la politique agricole, de règlements, etc., d'avoir un représentant ayant une expérience concrète face à des bureaucrates et autres personnes qui ont souvent des vues éloignées de la réalité agricole.

Michel Dupont, Pully

Les Vaudois face à un choix important

Les élections au Conseil national ont confirmé que la majorité de notre canton est restée à droite.

Aujourd'hui, les autorités vaudoises en place représentent cette même majorité.

Le bilan de la législature qui s'achève démontre clairement que le travail du Conseil d'Etat et du Grand Conseil a permis de

redresser, avec l'aide des contribuables, les finances vaudoises de manière spectaculaire. Or Pierre-Yves Rapaz, candidat au Conseil d'Etat pour l'élection complémentaire, représente cette droite capable de consensus. Son ouverture d'esprit, sa vision de la politique vaudoise, comme sa capacité de s'intégrer dans un collège gouvernemental font de lui le candidat idéal pour cette élection.

Si vous avez encore quelques doutes sur ses capacités, sachez qu'il a une expérience de seize ans de Grand Conseil, qu'il est membre de la Commission des finances depuis la législature précédente. Cette expérience montre qu'il constitue un bon choix pour confirmer l'actuelle majorité de centre-droite au gouvernement. Hans Rudolf Kappeler, député, ancien syndic de Prangins

Renforcer la sécurité sur le territoire vaudois

Nous avons entendu le député vaudois UDC Pierre-Yves Rapaz déclarer récemment au Téléjournal que son parti était très sensible à notre sécurité. Soit, on veut bien l'entendre. Mais comment dès lors expliquer que dans le quotidien *La Liberté*, du 18 novembre, ce prétendant au Conseil d'Etat ait indiqué ne pas vouloir soutenir la proposition de sa collègue députée Béatrice Métraux, également candidate, d'augmenter les effectifs de la police cantonale pour 2012? De même, on peut se demander pourquoi le centre-droite de ce canton n'entre pas en matière sur les besoins pourtant avérés de sa police. Sensibles à la sécurité de leurs concitoyens, de même qu'à leur propre sécurité, les policiers vaudois ont d'ailleurs fait part de leurs arguments aux députés du Grand Conseil, tant les besoins en personnel sont criants. En effet, il est patent de constater que nos gendarmes ont de moins en moins de temps pour effectuer des patrouilles préventives, afin de lutter efficacement contre l'insécurité. Il est également étonnant de réaliser que les meilleurs appuis à une police efficace viennent de la gauche de l'hémicycle.

Je soutiendrais donc la candidate au Conseil d'Etat qui a compris que la sécurité sur tout le territoire vaudois passe par des efforts financiers, et non des déclarations sans lendemain. Daniel Guelssaz, Villeneuve